(N° 102.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 26 MARS 1931

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire. (Art. 2, disjoint du projet de loi n° 50 (session de 1929-1930.)

(Voir les n^os^ 50, 55, 90 (session de 1929-1930) et les Annales parlementaires du Sénat, séances des 28 janvier et 12 mars 1930.)

Présents : MM. Du Bost, président-rapporteur; Asou, Crokaert, De Clercq (Joseph), Disière, Jansen (Gustave), Lafontaine, Legrand, Tschoffen et Vanfleteren.

MADAME, MESSIEURS,

Sous la date du 27 décembre 1929 fut déposé sur le Bureau du Sénat le projet apportant des modifications à l'organisation judiciaire et visant dans son article 1er le rétablissement d'une place de substitut du procureur général près la Cour d'appel de Liége et un article 2 conçu comme suit :

« Par dérogation à la loi du 20 juillet 1926, de surséance à certaines nominations judiciaires, le Roi peut, après avoir pris l'avis du premier président de la Cour d'appel et celui du procureur général, nommer aux places de justice de paix et à celles de greffiers de justice de paix existantes à la date du dépôt du projet de loi relatif à la réduction du personnel des cours et tribunaux. »

Le Sénat, estimant ne pouvoir se prononcer sur cet objet sans être mis en possession des éclaircissements indispensables renvoya, en vue d'un nouvel examen approfondi, le projet à la Commission. Celle-ci ayant soulevé la question de savoir quels sont les cantons de justice de paix incorporés à d'autres cantons qu'il entre actuellement dans l'intention du Gouvernement de pourvoir de titulaires, M. le Ministre de la Justice répondit qu'il ferait procéder à ce sujet à une enquête accompagnée de rapports avec statistique.

Le Sénat, statuant sur l'article 1er du projet, l'adopta en sa séance du 12 mars 1930, décréta la disjonction de l'article 2, conformément aux conclusions de la Commission.

Depuis lors, M. le Ministre, donnant suite à sa promesse, communiqua à la Commission le résultat de cette enquête.

Mais avant d'en examiner les conclusions, il échet de solutionner deux questions qui ont été soulevées dans les milieux intéressés et au sujet desquelles M. le Ministre de la Justice a demandé l'avis du Comité permanent du Conseil de législation.

PREMIÈRE QUESTION.

L'inamovibilité des juges fait-elle obstacle à ce que le Gouvernement retire une délégation donnée à un

juge de paix chargé de desservir un second canton par application de l'article 1er, alinéa 2, de la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869?

Cet article est ainsi conçu :

« Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. »

A cette question ce collège a donné une solution négative.

Rappelant le texte de l'article 100 de la Constitution qui stipule qu'aucun juge ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement, il s'exprime comme suit :

« L'inamovibilité ainsi garantie, c'est la permanence de la fonction, le maintien du magistrat dans sa « place ».

» La fonction comporte des attributions.

» Celles-ci sont réglées par la loi ou en vertu de la loi. A cet égard, aucun texte constitutionnel ne limite le pouvoir du législateur.

» Modifier, restreindre ou étendre les attributions des juges, comme l'ont fait les diverses lois sur la compétence ce n'est pas porter atteinte à leur inamovibilité, parce que la fonction demeure avec des attributions différentes. »

Comme le Gouvernement, votre Commission s'est ralliée à cet avis.

C'est, en effet, non pas en vertu d'une nomination, mais bien en vertu d'une délégation du pouvoir exécutif que la compétence de certains juges de paix a été étendue à un canton voisin.

Les arrêtés royaux, pris en exécution de l'article sus-rappelé, qui sont intervenus portent que M. X..., juge de paix à ..... est chargé de desservir le canton de .....

La délégation donnée au juge de paix, constitue ainsi un simple mandat temporaire, conféré et révocable par le Roi.

DEUXIÈME QUESTION.

Le juge déchargé du service d'un canton contigu qui lui avait été attribué, doit-il conserver le traitement complémentaire qu'il recevait à raison de l'addition des populations des deux cantons?

Cette seconde question a été tranchée dans le sens de l'affirmative par le Comité permanent.

Y a-t-il lieu de se ranger à son opinion?

Le Gouvernement, dans les notices qu'il a bien voulu adresser à votre Commission, a déclaré regretter de ne pouvoir l'adopter et nous estimons devoir nous rallier à son sentiment.

Il est un motif péremptoire, c'est qu'en affirmant d'une part avec force le caractère de révocabilité de la charge exercée éphémèrement par le juge et en lui assurant, d'autre part, à titre définitif le traitement qu'il touchait au moment de la disjonction du canton qu'il desservait, le Comité en arrive à dissocier la cause de l'effet et à méconnaître ainsi le principe « *cessante causa cessat effectus* ».

Qu'invoque-t-il à l'appui de sa thèse?

Le texte de la loi qui régit la matière.

L'article 1er de la loi de 1869 portait que le juge désigné pour desservir un canton contigu n'aurait droit, de ce chef, qu'aux émoluments.

Ces émoluments lui étaient alloués pour le rémunérer des devoirs et prestations supplémentaires que lui imposait l'extension de sa compétence territoriale.

La loi du 25 novembre 1889 (voir le texte suivant le tableau B) a supprimé ces émoluments pour les remplacer par une majoration de traitement.

Après avoir fixé les traitements des juges de paix et de leurs greffiers, en

fonction de la population des cantons et rangé ceux-ci en quatre classes, elle dispose comme suit :

« Le juge de paix desservant deux cantons reçoit le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à celle des deux cantons réunis.

» Un arrêté royal déterminera annuellement la population de chaque canton.

» Les changements de classification n'auront lieu qu'après la publication de l'arrêté royal au *Moniteur*.

» Toutefois, lorsqu'une justice de paix sera rangée dans une classe inférieure à celle à laquelle elle aura appartenu, le juge de paix et le greffier conserveront, à titre personnel, le traitement de la classe supérieure. »

L'application littérale de cette dernière disposition commande, d'après le comité permanent, la solution affirmative de la question posée.

Cette interprétation ne paraîtrait fondée que si le texte édictait que le *canton* de justice de paix dont le titulaire a été, par voie de délégation, chargé de desservir un canton contigu, est par le fait même et automatiquement élevé au rang d'une classe supérieure, au cas où la population additionnée des deux cantons le comporte.

Or, ce n'est nullement ce que consacre le texte qui, dans le seul alinéa qui intéresse le traitement, dans l'hypothèse que nous discutons, se borne à dire que le juge reçoit le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à celle des deux cantons réunis, ce qui a une portée toute différente de celle que le Comité permanent entend lui attribuer.

Lorsque le texte de l'alinéa qui le suit dit « qu'un arrêté royal déterminera annuellement la population de chaque canton », il ne vise assurément que chaque canton envisagé *séparément* et nullement un canton formé de deux cantons fusionnés en un seul qui prendrait place dans la classe supérieure.

D'où il suit que, lorsque par application de l'article 1er de la loi prérappelée du 18 juin 1869, les besoins du service ne le permettant plus, le Roi décharge un juge de paix de la mission de desservir le canton pour lequel il avait reçu délégation, le canton dont il a été primitivement et reste titulaire ne change pas de classe et demeure appartenir à celle qui correspond à sa population propre.

C'est tellement vrai que, dans sa réponse à la première question, celle de l'inamovibilité, le Comité permanent conclut littéralement comme suit :

« La révocation intervenue, le juge du canton A déchargé du canton B reste ce qu'il était avant et pendant la désignation, le juge inamovible du canton A ».

D'où il découle qu'il n'a à aucun moment été titulaire d'un nouveau canton agrandi par l'absorption du canton voisin.

Et c'est donc en vain que l'on argumente de l'alinéa final du texte prérappelé qui stipule ce qui suit :

« Toutefois, lorsqu'une justice de paix sera rangée dans une classe inférieure à celle à laquelle elle aura appartenu, le juge de paix et le greffier conserveront à titre personnel le traitement de la classe supérieure ».

La délégation n'ayant pu avoir pour effet de faire passer le canton dont le juge est titulaire dans une classe supérieure, son retrait ne peut avoir pour effet de la faire rétrograder à une classe inférieure.

La classification est absolument étrangère à la situation qui retient votre attention; elle ne peut résulter que d'un arrêté royal.

La disposition invoquée vise exclusivement le cas où un canton, envisagé en lui-même, voit diminuer sa popu-

lation, le plus souvent, d'ailleurs, dans de minimes proportions et parfois même pour un certain temps seulement.

Pour étayer la solution qu'il préconise, le Comité permanent ajoute qu'elle n'est qu'une conséquence du principe de l'inamovibilité.

« Celle-ci, dit-il, pour assurer l'indépendance du juge, lui garantit que par l'appel d'une disposition légale ou d'un acte du pouvoir exécutif, il ne peut subir aucune atteinte, aucun amoindrissement moral ou matériel. »

Pour démontrer la fragilité de cet argument, n'est-il pas suffisant de rappeler qu'il s'agit ici d'une charge dont le juge, au moment où elle lui a été confiée, connaissait le caractère précaire.

Or, pourquoi une cause temporaire pourrait-elle produire des effets permanents?

Et comment soutenir, en l'absence d'un texte législatif formel, que l'on cherche en vain, que le juge de paix dont la compétence territoriale n'a été accrue que momentanément, a un droit acquis et irrévocable à l'intégralité d'un traitement qui ne lui a été accordé qu'à raison du surcroît de travail que l'extension de sa mission lui a provisoirement imposé, mais qui disparaît dès le moment où s'opère la disjonction.

Aux termes de l'article 227 de la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 : « Lorsque le supplément de traitement accordé à des magistrats, à raison de leur qualité de président, vice-président, juge d'instruction, procureur général, avocat-général ou procureur du roi, n'est plus touché par le titulaire, soit à raison de la vacance de la place, soit pour tout autre motif, il est dû à celui qui, à titre de son office, en remplit momentanément les fonctions. »

Si la thèse du Conseil devait prévaloir, le supplément de traitement prévu par cette disposition devrait être considéré comme permanent; ainsi l'exigerait la logique.

Or, qui l'a jamais soutenu, et le Comité ne reculerait-il pas lui-même devant les conséquences qu'entraînerait son application?

Par ailleurs, pas plus que les magistrats, visés par l'article 227 prérappelé, ne subissent un amoindrissement moral lorsque cesse leur mandat provisoire, le juge de paix n'en subit un lorsque prend fin sa juridiction sur un canton voisin.

Le principe de l'inamovibilité serait transgressé si le juge de paix de première classe se trouvait arbitrairement placé dans une classe inférieure sans conserver son traitement initial ou privé de son traitement en cas de suppression de son canton ; mais ce sont là des hypothèses qui n'ont rien de commun avec le problème soulevé et qu'il serait vain d'envisager.

Il importe de rappeler ici que la jurisprudence de l'Administration contredit l'avis du Comité permanent.

Par arrêté royal du 20 septembre 1919, le premier canton d'Ypres avait été rattaché au second canton de cette ville.

Lorsque le premier canton fut rétabli, par arrêté royal du 19 novembre 1921, le juge et le greffier du second canton, qui avaient sollicité le maintien du bénéfice que leur avait valu la réunion momentanée des deux circonscriptions, n'ont pas vu leur demande accueillie et leur traitement a été réduit à celui afférent au canton dont ils sont restés titulaires.

La même règle a été appliquée lorsqu'en décembre 1929 le canton de Saint-Trond a été disjoint de celui de Looz.

Les considérations ci-dessus ont déterminé votre Commission, en accord avec M. le Ministre de la Justice, à ne pas se rallier aux conclusions du Comité permanent quant à la seconde question qui lui avait été soumise.

Tout ce qui précède est applicable aux greffiers de justice de paix, en vertu de l'article unique de la loi du 12 avril 1927, complétant la loi de surséance du 10 juillet 1926.

Dans les milieux intéressés, a été soulevée la question de savoir si, en cas de retrait de la délégation, il ne faudrait pas donner au juge la faculté du choix entre les deux cantons.

Cela paraît équitable, mais ne saurait être consacré par un texte législatif qui aurait pour conséquence de limiter le choix qui appartient au Roi, ce qui serait contraire au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs.

* * *

Ces préliminaires exposés, votre Commission s'est livrée à l'examen de l'enquête à laquelle M. le Ministre de la Justice a fait procéder par les parquets généraux et ceux de première instance, dont les rapports lui ont été produits par extraits.

L'enquête révèle, chez ceux qui y ont procédé, le souci de l'intérêt général des justiciables qui doit primer l'intérêt particulier des magistrats, quelque respectable que soit celui-ci.

Elle insiste sur les commodités et les légitimes désirs des justiciables, dont il importe essentiellement de faciliter le contact avec le juge de paix.

Elle rappelle opportunément que, dans les cantons ruraux principalement la mission primordiale du juge de paix est beaucoup moins de rendre des jugements que d'aplanir les différends et d'éviter les procès par voie de conciliation.

Elle s'inspire de ce que le juge de paix est le conseiller des justiciables, qu'il est et doit demeurer le magistrat populaire auprès duquel ceux qui sont appelés à avoir recours à son office doivent avoir un accès facile.

Elle tient compte en conséquence, pour étayer ses conclusions, en ordre principal du chiffre de la population, de la superficie des cantons et des moyens de communication et dans une mesure moindre du nombre des affaires civiles et de police jugées.

Les documents communiqués étant assez volumineux, votre Commission a estimé que, dans le but d'éviter une forte dépense d'impression, les membres du Sénat pourraient en prendre connaissance détaillée au Greffe, où ils seront déposés.

Vous en trouverez un résumé dans une annexe au présent rapport.

D'après les rapports respectifs des autorités judiciaires, des titulaires devraient être désignés pour les cantons de Contich, Dour, Genappe, Malines-Sud, Ciney, Waremme, Namur 2e canton, Celles, Ledeberg et Somergem.

Mais, en ce qui concerne celui de Celles, que dessert le juge de paix de Tournai, l'enquête, tout en constatant que chacun des deux cantons fournit un travail suffisant pour occuper un magistrat, ce qui justifierait le rétablissement de la justice de paix de Celles, fait observer que la fusion a donné des résultat suffisants grâce à l'activité exceptionnelle du juge qui, de plus, connaît parfaitement Celles où il exerça ses fonctions avant cette fusion.

Cela étant, votre Commission vous propose de maintenir actuellement celle-ci.

Le rétablissement proposé des cantons de Ledeberg et de Somergem a donné lieu à une intéressante communication faite à M. le Ministre de la Justice et à la Commission par un membre de celle-ci d'une note d'observations et du texte d'un projet de loi ayant pour objet de régler définitivement la situation de l'ensemble des justices de paix dans l'arrondissement de Gand, en modifiant leur circonscription pour l'établir sur des bases plus rationnelles et mieux adaptées aux nécessités actuelles.

M. le Ministre de la Justice, tout en rendant hommage à ces suggestions, estime qu'il n'est pas possible d'y donner suite par voie d'amendement au projet actuellement en discussion.

Ce dernier reste, en effet, étranger à une réforme de la circonscription actuelle des cantons de justice de paix et, par ailleurs, des suggestions du même ordre que celles émises par l'honorable membre peuvent être faites pour d'autres arrondissements que celui de Gand.

Dans ces conditions, votre Commission a été amenée à conclure, d'accord avec leur auteur, qui s'est rallié à son avis, qu'il échet de postposer l'examen de ces propositions jusqu'au moment de la discussion du projet de loi portant réduction du personnel des cours et tribunaux, au cours de laquelle d'autres surgiront, point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Pour les raisons susindiquées, votre Commission estime qu'il n'y a pas lieu de statuer pour le moment sur le rétablissement des cantons de Ledeberg et Somergem.

Se ralliant aux conclusions de l'enquête quant aux autres cantons sur lesquels elle a porté, elle vous propose de décider qu'il échet d'autoriser la nomination aux places de juge de paix des cantons de Genappe, Contich, Malines-Sud, Dour, Ciney, Waremme et Namur-Sud.

En ce qui concerne les greffiers, l'enquête, dont le résumé figure à l'annexe du présent rapport, conclut à l'opportunité de pourvoir de titulaires les cantons de Genappe, Contich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Caprijcke, Florennes et Mechelen-sur-Meuse.

Votre Commission vous propose [illegible] ces conclusions.

[illegible]ion actuelle accomplie, elle [illegible]vis que l'heure semble avoir [illegible]e poursuivre le règlement intéressant le problème soulevé par le projet de loi du 24 novembre 1925, relatif à la réduction du personnel des cours et tribunaux.

Notamment, en ce qui intéresse les justices de paix, elle estime qu'on ne peut envisager, qu'après le vote du projet de loi actuellement en discussion, d'autres projets de loi doivent être soumis successivement au Parlement, pour autoriser, par dérogation à la loi de cadenas du 20 juillet 1926, la nomination à une ou plusieurs places de justices de paix, au fur et à mesure des vacances ou des nécessités d'une bonne administration de la justice.

Elle émet donc le vœu que l'étude du projet de loi de 1925 ne soit plus retardée et que, puisqu'il intéresse le territoire entier du pays, le Sénat puisse se prononcer bientôt, pour chaque arrondissement, sur les modifications à apporter aux circonscriptions des cantons judiciaires, soit par la réunion définitive de plusieurs en un seul, soit encore par la distraction d'une ou de plusieurs communes d'un canton pour être réunies à un autre, en un mot sur la réforme des cantons de justice de paix, réforme qui revêt un caractère d'urgence.

Pour atteindre ce but, un membre a préconisé la nomination pour chaque province, d'une Commission composée du procureur général à la Cour d'appel ou du magistrat délégué par lui, de trois parlementaires, d'un membre de la Députation permanente, d'un membre du Barreau et d'un délégué des juges de paix.

Ces Commissions, à créer sans retard, seraient présidées par le procureur général ou son délégué, et adresseraient des rapports motivés à M. le Ministre de la Justice, dont ils éclaireraient complètement la religion et qui seraient communiqués par lui à la Commission de la Justice.

Celle-ci, à l'unanimité, appuie énergiquement cette proposition.

AMENDEMENT.

Votre Commission, par 8 voix contre 1 et une abstention, a l'honneur de proposer au Sénat de remplacer comme suit l'article 2 du projet de loi en discussion (dont l'article 1er a été disjoint antérieurement) :

Le Président-Rapporteur,
DU BOST.

Amendement présenté par la Commission de la Justice.

—

Remplacer l'article 2 (disjoint) du Projet (*Doc.* n° 50 du Sénat du 30 décembre 1929) par la disposition suivante :

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation à la loi du 20 juillet 1926, de surséance à certaines nominations judiciaires, le Roi peut nommer aux places de juge de paix à Genappe, Contich, Malines-Sud, Dour, Ciney, Waremme et Namur-Sud et à celles de greffier de justice de paix à Genappe, Contich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Caprijcke, Florennes et Mechelen-sur-Meuse.

Amendement door de Commissie van Justitie voorgesteld.

—

Artikel 2 (gelicht uit het ontwerp, *Stuk* nr 50, van den Senaat, van 30 December 1929) te vervangen door de volgende bepaling :

EENIG ARTIKEL.

Bij afwijking van de wet van 20 Juli 1926 betreffende het schorsen van sommige benoemingen tot rechter, kan de Koning titularissen benoemen voor de plaatsen van vrederechter te Genepiën, Kontich, Mechelen-Zuid, Dour, Ciney, Borgworm en Namen-Zuid, en voor de plaatsen van griffier van het vredegerecht te Genepiën, Kontich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Kaprijke, Florennes en Mechelen-aan-de-Maas.

ANNEXE

Résumé de l'enquête à laquelle M. le Ministre de la Justice a fait procéder à la demande de la Commission de la Justice.

A. — *Justices de paix.*

1° Juge de paix de Tournai desservant le canton de Celles :

Le canton de Tournai accuse 452 jugements civils et 956 jugements de police, celui de Celles 209 jugements civils et 363 de police.

L'enquête constate que la fusion a donné des résultats satisfaisants, mais que cette situation est due à des circonstances personnelles au magistrat, qui déploie une grande activité, se déplace facilement et était, dès avant cette fusion, juge de paix à Celles, qu'il connaît à fond.

Elle observe ensuite que chacun des deux cantons fournit un travail suffisant pour occuper un magistrat et conclut, en conséquence, au rétablissement de la justice de paix de Celles.

2° Juge de paix du canton de Boom desservant le canton de Contich :

Superficie : Boom 3,623 hectares; Contich : 8,895.

Population : Boom 51,000 habitants; Contich : 34,000.

En 1928, pour Contich : affaires civiles 134, affaires de police : 774.

Cette activité paraît suffisante pour y justifier le rétablissement d'une justice de paix indépendante.

Certaines distances sont grandes.

3° Juge de paix du canton de Pâturages desservant le canton de Dour :

Superficie : Pâturages 15,950 hectares; Dour : 16,050.

Population : Pâturages 45,500 habitants; Dour : 37,000.

En 1929, affaires civiles : Pâturages 252, Dour 89; affaires de police : Pâturages 682, Dour 796.

4° Canton de Wavre, desservant le canton de Genappe :

Communications malaisées. Certaines distances atteignent 30 kilomètres.

Population : Wavre 49,953 habitants; Genappe 18,523.

En 1928, pour Genappe : jugements civils 94; jugements de police 339.

5° Juge de paix du canton de Malines-Nord, desservant le canton de Malines-Sud :

Population des deux cantons réunis : 86,990 habitants, augmentant de jour en jour dans des proportions considérables, à la suite, principalement, de l'établissement d'industries nouvelles à Willebroeck.

Travail trop abondant pour que le juge de paix puisse y faire face sans négliger bien des devoirs.

L'enquête tend, d'autre part, au rattachement à la justice de paix de Malines-Nord du canton de Duffel, dont le juge sera prochaînement atteint par la limite d'âge.

Ces deux cantons ont chacun une population de 33,000 habitants environ.

6° Juge de paix du premier canton de Gand desservant le canton de Ledeberg :

Population du canton de Ledeberg : 36,485 habitants.

L'enquête insiste sur ce que ce canton, centre industriel, comprend indépendamment de Ledeberg même des communes telles que Gentbrugge, Destelbergen, Heusden, de population mi-industrielle mi-rurale, offrant à l'activité du juge de paix un vaste champ d'action.

7° Juge de paix du canton d'Evergem, desservant le canton de Somergem :

Population : du canton d'Evergem, 36,349 habitants; de celui de Somergem, 20,566 habitants.

L'enquête signale, d'une part, que le canton d'Evergem comprend la commune de Mont-Saint-Amand, de grande population industrielle et commerciale, absorbant à elle seule la majeure partie de l'activité du juge de paix et, d'autre part, que les communications entre Evergem et Somergem sont difficiles, vu qu'il n'existe entre ces deux communes aucun moyen de transport direct et qu'à chaque déplacement le juge doit faire le détour par Gand et y prendre le tram vicinal.

8° Juge de paix du canton de Waremme desservant le canton de Hollogne-aux-Pierres :

Population du canton de Waremme, 20,407 habitants; du canton de Hollogne, 75,090 habitants.

Pour Waremme on relève 63 jugements civils et 608 de police; pour Hollogne 693 civils et 1,140 de police.

La réunion des deux cantons paraît créer pour un seul juge une charge exagérée et il convient de remplacer celui de Hollogne.

9° Juge de paix du canton de Dinant desservant le canton de Ciney :

Ici le manque de communications faciles dans les deux cantons et entre eux rend désirable la nomination d'un juge de paix à Ciney.

La plupart des localités sont desservies par une des trois lignes Dinant-Ciney, Namur-Arlon, Ciney-Statte; pour les atteindre, le juge doit quitter Dinant à 6 heures pour n'y rentrer qu'à 16 ou 19 h. 40.

D'autres ne se trouvent pas desservies par rail et certaines sont très éloignées de Ciney.

Dans ces conditions, bien que le juge n'ait à connaître que de 297 affaires civiles et de 398 affaires de police, la création d'une justice de paix à Ciney semble s'imposer.

10° Juge de paix du 1er canton de Namur desservant le second :

La charge des deux cantons de Namur est excessive pour un seul magistrat; pour qu'il en fût autrement, il faudrait que les juges suppléants assument après une régularité absolue une partie estimée à la moitié, de ses attributions, ce qu'il est impossible d'exiger.

Le second canton de Namur doit donc être pourvu d'un titulaire.

B. — *Greffes de justice de paix.*

A raison soit de la longueur des distances à parcourir, ou de la difficulté des communications dans certains cantons, soit à raison de l'importance de certains autres, il y a lieu de nommer des greffiers à Genappe, Contich, Brecht, au Rœulx, à Antoing, Westerloo, Caprijcke, Florenne et Mechelen-sur-Meuse.

2409. — Imprimerie E. Guyot, s. a., rue Pachéco, 12, Bruxelles.

(or)

(N° 102.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 26 MAART 1931

Verslag uit naam der Commissie van Justitie belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de rechterlijke inrichting. (Art. 2, gelicht uit het Wetsontwerp nr 50 (zitting 1929-1930).

(Zie de nrs 50, 55, 90 (zitting 1929-1930) en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 28 Januari en 12 Maart 1930.)

Aanwezig : De heeren DU BOST, voorzitter-verslaggever; ASOU, CROKAERT, DE CLERCQ (Joseph), DISIÈRE, JANSEN (Gustave), LAFONTAINE, LEGRAND, TSCHOFFEN en VAN FLETEREN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Op 27 December 1929 werd bij den Senaat ter tafel gelegd het wetsontwerp tot wijziging van de rechterlijke inrichting, dat in zijn eerste artikel de herinstelling beoogde van een plaats van substituut van den Procureur-Generaal bij het Hof van Beroep te Luik, en waarvan artikel 2 luidde :

« Met afwijking van de wet van 20 Juli 1926 tot schorsing van sommige benoemingen tot rechter, kan de Koning, na het advies van den eersten voorzitter van het Hof van Beroep en dat van den procureur generaal ingewonnen te hebben, benoemingen doen tot de plaatsen van vrederechter en tot die van griffier bij een vredegerecht, die bestonden op den dag waarop het wetsontwerp tot vermindering van het personeel van de hoven en rechtbanken ingediend werd. »

De Senaat, achtend dat hij geen uitspraak kon doen over dit onderwerp zonder in bezit te zijn van de noodige inlichtingen, verwees het ontwerp naar de Commissie, voor nieuw en grondig onderzoek. Daar deze de vraag had gesteld welke vredegerechtskantons, bij andere kantons ingelijfd, de Regeering voornemens was van titularissen te voorzien, zoo antwoordde de Minister van Justitie dat hij een onderzoek zou instellen gepaard met statistische verslagen.

De Senaat, uitspraak doende over artikel 1 van het ontwerp, nam het aan in zijn vergadering van 12 Maart 1930, besloot artikel 2 uit het ontwerp te lichten, overeenkomstig de conclusiën van de Commissie.

Sedertdien heeft de Minister, zijn belofte getrouw, aan de Commissie den uitslag van zijn onderzoek medegedeeld.

Doch alvorens daarvan de conclusiën te onderzoeken, dienen twee vragen opgelost die in de betrokken kringen zijn opgerezen en over dewelke de Minister van Justitie het advies heeft gevraagd van het Bestendig Comiteit van den Raad voor Wetgeving.

EERSTE VRAAG.

Verzet zich de onafzetbaarheid van de rechters tegen het feit dat de

Regeering een opdracht zou terugtrekken gegeven aan een vrederechter gelast een tweede kanton te bedienen, bij toepassing van artikel 1, lid 2, der wet op de rechterlijke inrichting van 18 Juni 1869?

Dit artikel luidt als volgt :

« Zoo de behoeften van den dienst het vergen, kan de Koning een vrederechter gelasten een belendend kanton te bedienen. »

Op deze vraag heeft dit college een ontkennend antwoord gegeven.

Verwijzend naar den tekst van artikel 100 der Grondwet, dat bepaalt dat geen rechter van zijn plaats kan worden ontzet of worden geschorst dan door een vonnis, drukt het zich als volgt uit :

« De aldus gewaarborgde onafzetbaarheid is de bestendigheid van de functie, het behoud van den magistraat in zijne « plaats ».

» De functie bedraagt ambtsbevoegdheden.

» Deze worden bij de wet of krachtens de wet geregeld. In dit opzicht wordt de macht van den wetgever door geen enkelen grondwettelijken tekst beperkt.

» De ambtsbevoegdheid van rechters te wijzigen, te beperken of uit te breiden, zooals dit is geschied bij de verschillende wetten op de bevoegdheid, is geen inbreuk maken op hunne onafzetbaarheid, omdat de functie blijft voortbestaan samen met verschillende ambtsbevoegdheden. »

Evenals de Regeering heeft de Commissie zich bij dit advies aangesloten.

Het is inderdaad niet krachtens een benoeming, doch wel krachtens een opdracht van uitvoerende macht, dat de bevoegdheid van sommige vrederechters tot een naburig kanton werd uitgebreid.

De Koninklijke Besluiten, genomen ter uitvoering van hooger bedoeld artikel, bepalen dat de heer X..., vrederechter te ...., gelast wordt het kanton .... te bedienen.

De opdracht aan den vrederechter gegeven is dus een gewoon tijdelijk mandaat, door den Koning verleend en door hem herroepbaar.

TWEEDE VRAAG.

Moet de rechter, ontlast van den dienst van een belendend kanton dat hem was toegekend, de aanvullende wedde blijven trekken die hij ontving uit hoofde van de samenvoeging van de bevolkingen van beide kantons?

Deze tweede vraag werd in bevestigenden zin door het Bestendig Comiteit uitgemaakt.

Dient men zich daarbij aan te sluiten?

In de nota's die de Regeering aan uwe Commissie heeft willen overmaken verklaarde zij te betreuren dat zij zich niet daarbij kon aansluiten en wij meenen dat zij gelijk heeft.

Er is daarvoor een doorslaande reden. Wanneer het eenerzijds met klem beweert dat de opdracht die tijdelijk door den rechter wordt waargenomen herroepbaar is en hem daarentegen, definitief, de wedde laat behouden die hij trok op het oogenblik van de splitsing van het kanton dat hij bediende, dan scheidt het Comiteit oorzaak en gevolg en overziet het het beginsel *cessante causa, cessat effectus* ».

Waarop grondt het zijn stelling?

Op den desbetreffenden wetstekst.

Artikel 1 der wet van 1869 bepaalde dat de rechter aangewezen om een belendend kanton te bedienen, uit dien hoofde, alleen aanspraak heeft op de bijwedde.

Deze bijwedde werd hem toegekend om hem te bezoldigen voor de bijkomende verplichtingen en prestaties hem opgelegd uit hoofde van de uitbreiding zijner territoriale bevoegdheid.

De wet van 25 November 1889 (zie tekst volgens tabel B) heeft deze bij-

wedde afgeschaft om haar te vervangen door een weddeverhooging.

Na de wedden te hebben vastgesteld van de vrederechters en hunne griffiers volgens de bevolking der kantons en deze in vier klassen te hebben ingedeeld bepaalt zij wat volgt :

« De vrederechter die twee kantons bedient ontvangt de wedde toegekend aan de vrederechters van kantons met een bevolking gelijk aan die der twee samengevoegde kantons.

» Een Koninklijk Besluit bepaalt elk jaar de bevolking van elk kanton.

» De wijzigingen in de rangschikking geschieden pas na bekendmaking van het Koninlijk Besluit in de *Moniteur*.

» Evenwel, wanneer een vredegerecht gerangschikt wordt in een kanton van lagere klasse dan die waartoe het zal hebben behoord, behouden de vrederechter en de griffier, ten persoonlijken titel, de wedde der hoogere klasse. »

De letterlijke toepassing van deze laatste bepaling legt, volgens het Bestendig Comiteit, een bevestigend antwoord op de gestelde vraag op.

Deze verklaring zou alleen gegrond schijnen zoo de tekst bepaalde dat het vredegerechtskanton waarvan de titularis, bij wijze van opdracht, gelast werd een belendend kanton te bedienen, door het feit zelf en automatisch tot een hoogere klasse wordt verheven, ingeval de opgetelde bevolking van beide kantons zulks vergt.

Dit wordt echter volstrekt niet bekrachtigd door den tekst die, in het enkele lid dat die wedde betreft, in de thans besproken onderstelling, zich erbij bepaalt te zeggen dat de rechter de wedde ontvangt toegekend aan de vrederechters van kantons met een bevolking gelijk aan die der twee vereenigde kantons, wat een heel andere strekking heeft dan die welke het Bestendig Comiteit daaraan wil toekennen.

Wanneer de tekst van de volgende alinea zegt dat « een Koninklijk Besluit elk jaar de bevolking van elk kanton bepaalt », dan wordt daardoor niet bedoeld dat elk kanton afzonderlijk beschouwd, en volstrekt niet een kanton uit twee andere samengesteld, in een hoogere klasse zou worden ingedeeld.

Daaruit volgt dat wanneer, bij toepassing van artikel 1 van hooger bedoelde wet van 18 Juni 1869, de behoeften van den dienst het niet meer vergen, en de Koning een vrederechter ontslaat van de zending een kanton te bedienen waarvoor hij opdracht had gekregen, het kanton, waarvan hij eerst titularis was en blijft, niet van klasse verandert en blijft toebehooren tot die welke overeenstemt met zijn eigen bevolking.

Dat is zoo waar dat, in zijn antwoord op de eerste vraag, betreffende de onafzetbaarheid, het Bestendig Comiteit letterlijk besluit als volgt :

« Eens de opdracht herroepen, blijft de rechter van kanton A, ontlast van kanton B, wat hij te voren en gedurende de aanstelling was : de onafzetbare rechter van kanton A. »

Daaruit volgt dat hij op geen enkel oogenblik titularis van een nieuw kanton is geweest dat vergroot werd door de opslorping van een naburig kanton.

Te vergeefs haalt men dus een argument uit de slotalinea van den hooger aangehaalde tekst die bepaalt wat volgt :

« Evenwel, wanneer een vrederecht gerangschikt wordt in een kanton van lagere klasse dan die waartoe het zal hebben behoord, behouden de vrederechter en de griffier, ten persoonlijken titel, de wedde der hoogere klasse. »

Daar de opdracht niet voor gevolg kan hebben het kanton waarvan de rechter titularis is in een hoogere klasse te rangschikken, zoo kan hare herroeping niet voor gevolg hebben

het naar een lagere klas te doen afdalen.

De rangschikking blijft vreemd aan den toestand die uwe aandacht vergt; zij kan enkel het gevolg zijn van een Koninklijk Besluit.

De ingeroepen bepaling slaat uitsluitend op het geval waarin een kanton op zich zelf beschouwd, zijne bevolking ziet slinken, meestal overigens in zeer geringe verhouding en soms maar voor korten tijd.

Tot staving van de voorgestelde oplossing, voegt het Bestendig Comiteit daaraan toe dat zij enkel een uitvloeisel is van het beginsel der onafzetbaarheid.

« Deze, zegt het, om de onafhankelijkheid van den rechter te vrijwaren, waarborgt hem dat krachtens een wetsbepaling of een daad van de uitvoerende macht, hij geen schade lijden kan, noch zedelijk of stoffelijk worden verminderd. »

Om de broosheid van dit argument te bewijzen, volstaat het in herinnering te brengen dat het hier gaat om een opdracht waarvan de rechter, op het oogenblik dat zij hem werd toevertrouwd, den tijdelijken aard kende.

Waarom zou echter een tijdelijke oorzaak bestendige gevolgen kunnen hebben?

En hoe te beweren, bij ontstentenis van een uitdrukkelijken wetstekst, waar men te vergeefs naar zoekt, dat de vrederechter wiens territoriale bevoegdheid slechts tijdelijk werd uitgebreid, een verworven en onherroepbaar recht heeft verkregen op de volheid eener wedde die hem slechts werd toegekend uit hoofde van den arbeid die hem de verruiming van zijn taak voorloopig heeft opgelegd, doch die verdwijnt zoodra de splitsing zich voordoet.

Artikel 227 der wet op de rechterlijke inrichting luidt : « Wanneer de aanvullende wedde toegekend aan magistraten uit hoofde hunner hoedanigheid van voorzitter, ondervoorzitter, onderzoeksrechter, procureur-generaal, advocaat generaal of procureur des Konings, niet meer getrokken wordt door den titularis, hetzij wegens vacature van de plaats, hetzij om elke andere reden, dan is zij verschuldigd aan hem die, uit hoofde van zijn ambt, daarvan tijdelijk de functie waarneemt. »

Werd de stelling van den Raad aangenomen, dan zou de bijkomende wedde voorzien bij deze bepaling als vast moeten beschouwd worden; dit zou de logica vergen.

Doch wie heeft dat ooit volgehouden, en zou het Comiteit zelf niet terugschrikken voor de gevolgen van de toepassing ervan?

Overigens, evenals de magistraten, bedoeld bij hooger aangehaald artikel 227, geen zedelijke vermindering ondergaan wanneer hun voorloopig mandaat eindigt, zoo ondergaat de vrederechter er ook geen wanneer een einde wordt gesteld aan zijn bevoegdheid over een naburig kanton.

Het beginsel van de onafzetbaarheid zou worden overtreden indien de vrederechter eerste klasse, in geval van afschaffing van zijn kanton, op arbitraire wijze in een lagere klasse werd overgeplaatst; doch dit zijn veronderstellingen die niets gemeen hebben met het gestelde vraagstuk en die het onnoodig is te onderzoeken.

Hier dient in herinnering gebracht dat de rechtspraak van de administratie in strijd is met het advies van het Bestendig Comiteit.

Bij Koninklijk Besluit van 20 September 1919 werd het eerste kanton Ieper bij het tweede kanton van deze stad gevoegd.

Toen het eerste kanton werd hersteld bij Koninklijk Besluit van 19 November 1921, zagen de rechter en de griffier van het tweede kanton, die het behoud hadden gevraagd van

het voordeel dat zij genoten door de tijdelijke vereeniging van de twee kantons, hun verzoek niet aangenomen, en hun wedde werd teruggebracht op het bedrag van het kanton waarvan zij titularis bleven.

Dezelfde regel werd toegepast toen, in December 1929, het kanton Sint-Truiden werd afgescheiden van het kanton Borgloon.

Bovenstaande overwegingen hebben er uw Commissie toe geleid, in overeenstemming met den Minister van Justitie, zich niet aan te sluiten bij de besluiten van het Bestendig Comiteit wat betreft de tweede vraag die haar werd onderworpen.

Al hetgeen voorafgaat is toepasselijk op de griffiers van de vredegerechten, krachtens het eenig artikel der wet van 12 April 1927 tot aanvulling der schorsingswet van 10 Juli 1926.

In de betrokken middens werd het vraagstuk opgeworpen te weten of men, ingeval van intrekking der opdracht, aan den rechter niet de vrije keus zou moeten laten tusschen beide kantons.

Dit lijkt billijk doch kan niet worden bekrachtigd door een wetstekst die voor gevolg zou hebben de keuze te beperken die behoort aan den Koning, hetgeen in strijd ware met het grondwettelijk beginsel van de zelfstandigheid der Staatsmachten.

* * *

Na deze voorafgaande beschouwingen is uwe Commissie overgegaan tot de studie van het onderzoek, dat de Minister van Justitie heeft doen instellen door de parketten-generaal en door de parketten van eersten aanleg, wier verslagen hem bij uittreksels werden voorgelegd.

Het onderzoek doet bij diegenen die ertoe zijn overgegaan blijken van de bezorgdheid om het algemeen belang der rechtzoekenden, dat den voorrang moet hebben op het particulier belang der magistraten, hoe eerbiedwaardig dit ook weze.

Het legt nadruk op het gemak en op de wettige verlangens van de rechtzoekenden, wier betrekkingen met den vrederechter essentieel dienen vergemakkelijkt.

Het onderzoek brengt zeer gepast in herinnering dat, bijzonder in de landelijke kantons, de vrederechter veel minder tot bijzonderste opdracht heeft vonnissen te vellen dan wel de geschillen bij te leggen en de rechtsgedingen door verzoening te voorkomen.

Het steunt op het feit dat de vrederechter de raadgever is van de rechtzoekenden, dat hij is en moet blijven de volksgezinde magistraat, tot denwelke zij, die tot zijn ambt, hun toevlucht moeten nemen, gemakkelijken toegang moeten hebben.

Het houdt derhalve rekening, om zijn besluiten te staven, in de eerste plaats met het bevolkingscijfer, met de oppervlakte van de kantons en met de verkeersmiddelen, en in mindere mate met het aantal burgerlijke- en politiezaken die werden berecht.

Daar de medegedeelde stukken vrij lijvig zijn, heeft uwe Commissie geoordeeld dat, ten einde hooge drukkosten te vermijden, de leden van den Senaat er omstandig inzage van zouden kunnen nemen bij de Griffie, waar zij zijn neergelegd.

Men zal er een beknopte samenvatting van vinden in een bijlage bij dit verslag gevoegd.

Volgens de onderscheidene verslagen der rechterlijke overheden zouden er titularissen dienen aangewezen voor de kantons Kontich, Dour, Genepiën, Mechelen-Zuid, Ciney, Borgworm, Namen, tweede kanton, Celles, Ledeberg en Zomergem.

Doch, wat betreft het kanton Celles, dat wordt bediend door den vrederechter van Doornik, doet het onderzoek, terwijl het tevens vaststelt dat

eder van beide kantons voldoende werk oplevert om een magistraat werk te verschaffen, hetgeen het herstel van het vredegerecht van Celles zou wettigen, opmerken dat de versmelting bevredigende uitslagen heeft opgeleverd dank zij de buitengewone bedrijvigheid van den rechter, die bovendien gedeeltelijk bekend is met Celles, waar hij zijn ambt uitoefende vóór bedoelde versmelting.

Derhalve stelt uwe Commissie U voor thans deze versmelting te handhaven.

De voorgestelde wederoprichting van de kantons Ledeberg en Zomergem heeft aanleiding gegeven tot de merkwaardige mededeeling, aan den minister van Justitie en aan de Commissie gedaan door een lid van deze Commissie, van een nota met aanmerkingen en met den tekst van een wetsontwerp dat ten doel heeft den toestand van al de vredegerechten in het arrondissement Gent definitief te regelen, mits hunne omschrijving te wijzigen, om het te grondvesten op meer redelijke grondslagen die beter beantwoorden aan de huidige noodwendigheden.

De Minister van Justitie, ofschoon hij hulde brengt aan deze wenken, oordeelt dat het niet mogelijk is daaraan gevolg te geven bij wijze van amendement op het thans besproken ontwerp.

Dit laatste blijft immers vreemd aan eene hervorming van de huidige indeeling der vredegerechtkantons, en trouwens de wenken van denzelfden aard als die van het geachte lid kunnen voorgesteld worden voor andere arrondissementen dan het arrondissement Gent.

Aldus werd uwe Commissie ertoe gebracht, in overleg met den indiener van bedoelde voorstellen die zich bij het advies der Commissie heeft aangesloten, te besluiten dat het betaamt met het onderzoek van deze voorstellen te wachten tot op het oogenblik der bespreking van het wetsontwerp houdende vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken, daar er in den loop van deze bespreking nog andere voorstellen zullen tot uiting komen. Wij komen daar verder op terug.

Wegens de hooger uiteengezette redenen, oordeelt uwe Commissie dat er thans geen uitspraak dient gedaan over de wederoprichting der kantons Ledeberg en Somergem.

Zich aansluitende bij de besluiten van het onderzoek, wat betreft de andere kantons waarop dit onderzoek sloeg, stelt uwe Commissie U voor te besluiten dat het betaamt machtiging te verleenen voor de benoeming tot de plaatsen van vrederechter in de kantons Genepiën, Kontich, Mechelen-Zuid, Dour, Ciney, Borgworm en Namen-Zuid.

Wat de griffiers betreft, besluit het onderzoek, waarvan de beknopte samenvatting in de bijlage van dit verslag wordt gegeven, tot de gepastheid de kantons Genepiën, Kontich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Kaprijke, Florennes en Mechelen-aan-de-Maas, van titularissen te voorzien.

Uwe Commissie stelt U voor deze besluiten goed te keuren.

Daar hare huidige opdracht is volbracht, drukt zij de meening uit dat het oogenblik schijnt gekomen om uit te zien naar de volledige regeling van het vraagstuk opgeworpen door het wetsontwerp van 24 November 1925 betreffende de vermindering van het personeel der hoven en rechtbanken.

Inzonderheid, wat de vredegerechten betreft, oordeelt zij dat men niet kan in aanmerking nemen dat er, na de goedkeuring van onderhavig wetsontwerp, nog andere wetsontwerpen achtereenvolgens aan het Parlement moeten worden voorgelegd om, bij afwijking van de grendelwet van 20 Juli 1926 toelating te verleenen voor de benoeming tot één of meer plaatsen

van vrederechter naar gelang van de opengevallen plaatsen of van de noodwendigheden van een degelijke rechtsbedeeling.

Zij drukt dus den wensch uit dat de studie van het wetsontwerp van 1925 niet langer zou worden uitgesteld en dat, vermits het gansche grondgebied van het land daarbij betrokken is, de Senaat eerlang voor ieder arrondissement zou kunnen uitspraak doen over de wijzigingen toe te brengen aan de omschrijvingen der gerechtelijke kantons hetzij door de definitieve vereeniging van verschillende kantons tot één enkel, hetzij nog door het afnemen van een of meer gemeenten van een kanton om ze te voegen bij een ander, kortom, over de hervorming der kantons van vredegerechten, wat spoedeischend is.

Om dit doel te bereiken, heeft een lid voorgesteld dat er voor ieder provincie een Commissie zou worden benoemd, samengesteld uit den Procureur Generaal bij het Hof van Beroep of uit den door hem afgevaardigden magistraat, uit drie Parlementsleden, uit een lid der Bestendige Deputatie, uit een lid van de Balie, en uit een afgevaardigde van de vrederechters.

Deze onverwijld op te richten Commissiën, die zouden worden voorgezeten door den Procureur Generaal of zijn afgevaardigde, zouden met redenen omkleede verslagen sturen naar den Minister van Justitie, dien zij volledig zouden voorlichten, en deze verslagen zouden door hem worden overgemaakt aan de Commissie van Justitie. Eensgezind steunt deze het voorstel.

AMENDEMENT.

Uwe Commissie heeft met 8 tegen 1 stem en een onthouding de eer aan den Senaat voor te stellen artikel 2 van het thans besproken ontwerp, (waarvan het eerste artikel vroeger werd uitgelicht), te vervangen als hieronder aangegeven.

De Voorzitter-Verslaggever,
DU BOST.

Amendement présenté par la Commission de la Justice.

—

Remplacer l'article 2 (disjoint) du Projet (*Doc.* nº 50 du Sénat du 30 décembre 1929) par la disposition suivante :

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation à la loi du 20 juillet 1926, de surséance à certaines nominations judiciaires, le Roi peut nommer aux places de juge de paix à Genappe, Contich, Malines-Sud, Dour, Ciney, Waremme et Namur-Sud et à celles de greffier de justice de paix à Genappe, Contich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Caprijcke, Florennes et Mechelen-sur-Meuse.

Amendement door de Commissie van Justitie voorgesteld.

—

Artikel 2 (gelicht uit het ontwerp, *Stuk* nr 50, van den Senaat, van 30 December 1929) te vervangen door de volgende bepaling :

EENIG ARTIKEL.

Bij afwijking van de wet van 20 Juli 1926 betreffende het schorsen van sommige benoemingen tot rechter, kan de Koning titularissen benoemen voor de plaatsen van vrederechter te Genepiën, Kontich, Mechelen-Zuid, Dour, Ciney, Borgworm en Namen-Zuid, en voor de plaatsen van griffier van het vredegerecht te Genepiën, Kontich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Kaprijke, Florennes en Mechelen-aan-de-Maas.

BIJLAGE

Samenvatting van het onderzoek dat de Minister van Justitie heeft gelast op verzoek van de Commissie van Justitie.

A. — *Vredegerecht.*

1° Vrederechter van Doornik, die het kanton Celles bedient :

Het kanton Doornik boekt 452 burgerlijke vonnissen en 956 politievonnissen; het kanton Celles 209 burgerlijke en 363 politievonnissen.

Het onderzoek stelt vast dat de versmelting bevredigende uitslagen heeft opgeleverd, doch dat deze toestand te danken is aan de omstandigheden eigen aan den magistraat, die een groote werkzaamheid betoont, zich veel verplaatst, en, reeds vóór deze versmelting, vrederechter was te Celles, dat hij grondig kent.

Het laat verder opmerken dat ieder van beide kantons voldoende werk oplevert om een magistraat werk te verschaffen, en besluit bijgevolg tot de wederinrichting van het vredegerecht van Celles.

2° Vrederechter van het kanton Boom, die het kanton Kontich bedient :

Oppervlakte : Boom : 3,623 hectaren; Kontich : 8,895 hectaren.

Bevolking : Boom : 51,000 inwoners; Kontich : 34,000.

In 1928, voor Kontich : 134 burgerlijke zaken, 774 politiezaken.

Deze bedrijvigheid blijkt voldoende te zijn om het herstel van een onafhankelijk vredegerecht te wettigen.

Zekere afstanden zijn groot.

3° Vrederechter van het kanton Pâturages, die het kanton Dour bedient :

Oppervlakte : Pâturages: 15,950 hectaren; Dour : 16,050.

Bevolking : Pâturages : 45,500 inwoners; Dour : 37,000.

In 1929, burgerlijke zaken : Pâturages : 252; Dour : 84; politiezaken : Pâturages : 682; Dour : 796.

4° Kanton Waver, dat het kanton Genepiën bedient :

Moeilijke verbindingswegen. Zekere afstanden bedragen 30 kilometers.

Bevolking: Waver: 49,953 inwoners; Genepiën : 18,523.

In 1928, voor Genepiën : burgerlijke vonnissen : 94; politievonnissen : 339.

5° Vrederechter van het kanton Mechelen-Noord, die het kanton Mechelen-Zuid bedient :

Bevolking van de beide kantons samen : 86,990 inwoners, die dagelijks in aanzienlijke mate toeneemt, hoofdzakelijk tengevolge van het oprichten van nieuwe bedrijven te Willebroek.

Te veel werk opdat de vrederechter er zou tegen opgewassen zijn zonder tal van plichten te verzuimen.

Het onderzoek strekt er anderzijds toe het kanton Duffel, waar de rechter eerlang de ouderdomsgrens zal bereiken, bij het vredegerechtskanton Mechelen-Noord te naasten.

Deze beide kantons hebben ieder een bevo king van ongeveer 33,000 inwoners.

6° Vrederechter van het eerste kanton Gent, die het kanton Ledeberg bedient :

Bevolking van het kanton Ledeberg : 36,485 inwoners.

Het onderzoek legt nadruk op het feit, dat dit kanton, een nijverheidscentrum, afgezien van Ledeberg, zelfs gemeenten als Gentbrugge, Destelbergen, Heusden, met een half nijverheids-, half landbouwbevolking, omvat,

en een ruim arbeidsveld biedt voor den vrederechter.

7° Vrederechter van het kanton Evergem, die het kanton Zomergem bedient :

Bevolking : kanton Evergem : 36,349 inwoners; kanton Zomergem : 20,566 inwoners.

Het onderzoek wijst er eenerzijds op dat het kanton Evergem de gemeente Sint-Amandsberg omvat met een groote nijverheids- en handelsbevolking, en die alleen reeds het grootste gedeelte van de bedrijvigheid van den vrederechter vergt, en, anderzijds, dat de verbindingswegen tusschen Evergem en Zomergem moeilijk zijn, aangezien er tusschen deze beide gemeenten geen rechtstreeksche verkeersmiddelen bestaan, zoodat de vrederechter bij elke verplaatsing langs Gent moet omgaan om daar den buurttram te nemen.

8° Vrederechter van het kanton Borgworm, die het kanton Hollogne-aux-Pierres bedient :

Bevolking: kanton Borgworm: 20,407 inwoners; kanton Hollogne : 75,000 inwoners.

Borgworm boekt 63 burgerlijke en 608 politievonnissen; Hollogne 693 burgerlijke en 1,140 politievonnissen.

De vereeniging van de beide kantons blijkt een overdreven last te zijn voor een enkelen rechter en deze van Hollogne dient vervangen te worden.

9° Vrederechter van het kanton Dinant, die het kanton Ciney bedient :

Het gemis van gemakkelijke verbindingen in en tusschen de beide kantons maakt de benoeming van een vrederechter te Ciney wenschelijk.

De meeste okaliteiten worden bedient door een van de drie lijnen Dinant-Ciney, Namen-Aarlen en Ciney-Statte; om deze te bereiken moet de rechter Dinant om 6 uur verlaten om er eerst om 16 of 19 u. 40 terug te keeren.

Andere gemeenten zijn niet door het spoor bediend en zekere zijn zeer ver van Ciney verwijderd.

In deze voorwaarden, en ofschoon de rechter slechts van 297 burgerlijke en 398 politiezaken kennis heeft te nemen, schijnt de oprichting van een vredegerecht te Ciney geboden.

10° Vrederechter van het eerste kanton Namen, die ook het tweede bedient :

De last van de beide kantons Namen s overdreven voor een enkelen magistraat; opdat dit niet het geval zou zijn, dienden de plaatsvervangende rechters met een volkomen regelmatigheid, een deel, geraamd op de helft, van zijn bevoegdheid op zich te nemen, wat onmogelijk kan geëischt worden.

Het tweede kanton moet dus van een titularis worden voorzien.

B. — *Griffies van vredegerechten.*

Hetzij wegens de groote af te leggen afstanden of de moeilijkheid der verbindingen in zekere kantons, hetzij wegens het belang van zekere andere, dienen griffiers te worden aangesteld te Genepiën, Kontich, Brecht, Le Rœulx, Antoing, Westerloo, Kaprijke, Florennes en Mechelen-aan-de-Maas.

2408. — Imprimerie E. Guyot, s. a., Pachecostraat, 12, Brussel